

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 11/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



GRANULATS VICAT

4 Rue Aristide Bergès
BP 33
CEDEX
38080 L'Isle-d'Abeau

Références : 20220804-RAP-InspSech2022-GranulatsVicat_Gilly-Georisques
Code AIOT : 0006101563

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 04/08/2022, dans l'établissement GRANULATS VICAT implanté au 110, route des peupliers, lieu-dit "Guillères blanches et Petits lots de Gilly" à GILLY SUR ISERE (73200). L'inspection a été annoncée le 29/07/2022.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est intervenue dans le cadre de l'action départementale "sécheresse 2022" menée par le service d'inspection des installations de la DREAL. Le contrôle visait à s'assurer de la bonne prise en compte, par l'exploitant, des dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2022-0456 du 02/06/2022 fixant, pour la Savoie, le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période d'étiage ainsi que de l'arrêté préfectoral n° 2022-0834 du 28/07/2022 portant limitation des usages de l'eau en Savoie qui place la zone de gestion "Combe de Savoie - Val Gelon" en situation de gestion "Alerte renforcée".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS VICAT
- Lieu-dit "Guillères blanches et Petits lots de Gilly" 73200 GILLY SUR ISERE
- Code AIOT : 0006101563
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'exploitation de cette carrière alluvionnaire en eau de sables et graviers a été initialement autorisée par arrêté préfectoral du 26/01/1987.

Un arrêté préfectoral du 02/07/2004 a autorisé le renouvellement et l'extension de l'activité, pour le compte de la société SAS GRANULATS RHÔNE-ALPES (GRA), sur une durée de 20 ans et avec une production annuelle maximum de 490 000 tonnes (régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature ICPE) .

Par arrêté préfectoral du 08/11/2012, portant changement d'exploitant et modification des conditions d'exploitation, la société GRANULATS VICAT SAS a été autorisée à se substituer à l'entreprise GRA pour l'exploitation de cette carrière.

Les matériaux sont extraits du plan d'eau au moyen d'une drague flottante puis sont traités au sein d'une installation de traitement de matériaux (fixe) contigue au site et également exploitée par la société GRANULATS VICAT.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention des envols de poussières et propreté des voies de circulation ;
- Prélèvements et consommation d'eau ;
- Mesure et suivi des volumes d'eau prélevés ;
- Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse / Prise en compte des dispositions de "l'arrêté cadre sécheresse" du 02/06/2022 .

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- **« avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- **« susceptible de suites administratives »** : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention des envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 02/07/2004, article 11	/	Sans objet
2	Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 28/07/2022, article 3.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a montré que l'exploitant a pris en compte les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral n° 2022-0456 du 02/06/2022 fixant, pour la Savoie, le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période d'été.

Un plan d'économie d'eau a bien été formalisé par l'exploitant pour l'activité du site.

Les mesures de gestion déclinées dans ce document sont de nature à répondre aux enjeux liés à la période de sécheresse actuelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2004, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toute disposition utile pour éviter l'émission et la propagation des poussières, notamment en arrosant des pistes d'accès à la carrière. L'exploitant dispose d'une réserve d'eau suffisante. [...]
Constats : Le site de la carrière dispose d'une entrée commune avec le site d'implantation de l'installation de traitement de matériaux exploitée par cette même société. La zone commune d'accès au site est goudronnée depuis le portail d'entrée et ce jusque devant les bureaux de l'entreprise (parking), de même que la voie d'accès menant à l'installation de traitement des matériaux et au dispositif de pesée équipant le site. Les besoins en eaux industrielles du site sont assurés par un dispositif comprenant un ensemble de pompes et de circuits alimentés en eau par un forage dans la nappe alluviale.

Ce dispositif est implanté dans un local maçonné semi-enterré, couvert et fermé par une porte).

A mon arrivée sur site (en début de matinée), le sol du secteur de l'entrée du site était humide sans excès (pas de ruissellement d'eau). L'exploitant a précisé que les voies d'accès au site revêtues font l'objet d'un arrosage uniquement à l'ouverture du site le matin (au moyen d'une tonne à eau). Par ailleurs, aucun dépôt de poussière ou de boue n'a été constaté sur les voies de circulation externes desservant le site.

La voie d'accès au dispositif de pesée est équipée de rampes d'aspersion pour le lavage des roues des camions. Ce dispositif, alimenté par une pompe dédiée, ne fonctionne pas en circuit fermé. Cependant les eaux de lavage résiduelles ruissellent sur ce secteur imperméabilisé et sont collectées dans un bassin tampon situé au pied des cuves contenant les eaux de lavage de l'installation de traitement contiguë. Après décantation, ces eaux sont réintégrées dans le circuit de lavage de l'installation précitée via une pompe de relevage. Le réemploi des eaux non polluées dans les procédés d'exploitation est ainsi privilégié. L'exploitant a précisé, que compte tenu de l'épisode de sécheresse, ce dispositif de lavage est uniquement mis en œuvre à l'ouverture du site le matin et en début d'après-midi (pics d'affluence de camions). A noter qu'un piquage sur le circuit d'alimentation du "laveur de roue" permet le remplissage de la tonne à eau précitée.

Seule une des pistes du site (celle menant au stock de tout-venant) est équipée d'un dispositif d'aspersion automatique. Ces asperseurs, alimentés par une pompe dédiée également alimentée par le forage précité, sont déclenchés automatiquement pendant une durée de 4 minutes toutes les heures ouvrées.

Il n'y a par ailleurs pas d'arrosage des stocks de matériaux.

Enfin, l'exploitant a précisé que les voies de circulation revêtues du site font également l'objet d'un traitement de surface mensuel au moyen d'une balayeuse mobile (la fréquence est adaptée en tant que de besoin).

Les constats visuels opérés montrent que l'arrosage des voies de circulation, aires et pistes du site est réalisé sans excès.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2022, article 3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures applicables aux industriels et artisans

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les volumes d'eau prélevés sont réduits de 50 % par rapport à une situation de référence dites "normale".

Sont exemptés :

- Les activités commerciales, artisanales et industrielles présentant une faible consommation d'eau annuelle (établissement consommant moins de 7000 m³/an, via prélèvement direct dans le milieu où via le réseau d'eau potable) ;
- Les établissements ICPE qui bénéficient d'un arrêté préfectoral comportant déjà des prescriptions additionnelles relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse ;
- Les établissements ICPE pouvant démontrer que leurs besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum notamment via la mise en œuvre, à coup économiquement acceptable, des meilleures technologies disponibles du secteur d'activité, on via

le respect d'une valeur limite de consommation reconnue pour le secteur d'activité.

Pour tous les établissements, les usages de l'eau "accessoires" non liés au process sont concernés par les mesures de restriction de portée générale énoncée à l'article 2.1.

Constats :

Le fonctionnement de l'activité du site nécessite une consommation d'eau supérieure à 7000 m3/an. Les postes de consommation ont été évoqués dans le point de contrôle précédent. A noter que le site est équipé d'une aire de lavage pour les véhicules (voitures, camions...) alimentée par le réseau d'eau potable de la commune.

La consommation inhérente à la station de lavage précitée n'a pas été précisée par l'exploitant. La consommation annuelle en eau du site, déclarée par l'exploitant dans le cadre de la télédéclaration qu'il réalise sous l'applicatif GEREP ("Enquête annuelle carrière") est respectivement de 39718 m3 et 40894 m3 pour les années 2020 et 2021.

Par ailleurs, l'arrêté préfectoral d'autorisation ne comportant pas de prescriptions additionnelles relatives aux périodes de sécheresse, il incombe à l'exploitant de démontrer que les besoins en eau ont été réduits au minimum afin d'être exempté d'une réduction des volumes d'eau prélevés.

A cet effet, l'exploitant a présenté en séance les documents suivants :

- Une consigne (Réf. G-I-031-023 / Indice 0 du 08/07/2022) dénommé "Mesures de restrictions d'usages de l'eau dans un contexte sécheresse".

- Un tableau dénommé "Plan d'économie d'eau" (à jour du 08/07/2022) ;

Le premier document définit les consignes à mettre en place pour le site de Gilly sur Isère dans le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse dans le département. Il précise les références des arrêtés préfectoraux en vigueur applicables en période de sécheresse ainsi que les ressources disponibles pour s'informer de l'évolution de la situation (site internet de la préfecture, Propluvia). Il précise également la zone de gestion à laquelle est rattaché le site (Combe de Savoie / Val Gelon) et reprend les modèles d'affichage (pictogrammes présents sur le site de la préfecture) applicables aux différents niveaux de gestion. L'évolution de la situation sécheresse durant la période d'étiage est surveillée par le chef de secteur ou l'ingénieur d'exploitation.

Toute mise à jour de la situation de gestion déclenche :

- Un affichage sur site afin d'en informer les salariés et les clients : Ce point a été vérifié lors de l'inspection (présence de panneaux sur les lieux de passage).

- Une sensibilisation particulière venant renforcer l'information affichée : L'exploitant a présenté en séance le support documentaire de la "minute QSE" réalisée à destination des salariés en semaine 27 (sensibilisation générale aux usages de l'eau domestiques et industriels) avec la feuille d'émargement associée ainsi que le support de la formation programmée semaine 32 (qui concernera plus précisément le plan d'économie d'eau et les mesures organisationnelles associées).

- L'application des prescriptions relatives à la situation de gestion concernée ("Plan d'économie d'eau").

Ce plan (qui sera mis à jour par l'exploitant selon l'évolution du contexte réglementaire) détaille les mesures à prendre sur site en fonction de chacune des quatre situations de gestion.

Le document présenté en séance :

- Reprend les prescriptions/consignes, fixées par l'arrêté cadre sécheresse n° 2022-0456 du 02/06/2022;

- Etabli de manière graduelle, pour chacune des quatre situations de gestion, des prescriptions spécifiques visant à réduire la consommation d'eau au minimum (fermeture de l'aire de lavage sauf pour le lavage des godets et organes de sécurité des engins, limitation du lavage des roues en bascule à deux cycles/jours, réduction de la fréquence de passage de l'arroseuse, arrêt des opérations de nettoyage du pont bascule, abaissement de la fréquence de relevé des compteurs). Ces mesures de réduction sont chiffrées en terme d'économie d'eau attendue.

<p>Les relevés de consommation d'eau présentés en séance par l'exploitant montrent un passage à fréquence hebdomadaire des relevés depuis juillet 2022 (mensuelle auparavant) et témoignent d'une baisse de consommation d'eau (basculé, tonne à eau).</p>
<p>Observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - J'ai noté que la consommation d'eau des asperseurs automatiques de la piste "tout-venant" a plus que triplée sur le mois de juillet 2022 au regard des deux mois précédent. S'agissant d'un programme d'aspersion automatique (4 min/heure), merci de bien vouloir expliciter cet état de fait. - Préciser la consommation d'eau annuelle de l'aire de lavage des véhicules du site sur les trois dernières années. Le cas échéant, il pourrait être opportun de réfléchir à la possibilité d'alimenter l'aire de lavage des véhicules du site avec de l'eau ne provenant pas du réseau d'eau potable de la commune et de renforcer également la captation des eaux pluviales de ruissellement non polluées du site afin de favoriser leur réemploi en tant qu'eaux industrielles (arrosage des voies, opérations d'entretien/lavage divers ...).
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>